

La sale guerre d'Indochine

De nouveaux documents soulignent les culpabilités françaises

« **L**ES archives ont confirmé ce que l'on supposait de pire » : Philippe Devillers a malheureusement raison de présenter ainsi le petit livre passionnant qu'il vient de publier dans la collection Archives. Ses terribles conclusions risquent cependant de rencontrer le silence : notre mémoire française est fort sélective et il est probable que les manuels d'histoire des lycées ignoreront délibérément les agissements qui ont conduit à la guerre en Indochine.

Voici trente-six ans que l'on connaissait, grâce au gros et courageux ouvrage du même Philippe Devillers, comment on en était venu au meurtrier bombardement de Haïphong le 23 novembre 1946 (1). L'année dernière, il y a eu la solide étude d'un chercheur norvégien, Stein Tonnesson, déjà pleine de documents accablants pour l'amiral Georges Thierry d'Argenlieu et pour le général Valluy (2). Philippe Devillers a trouvé nombre de documents supplémentaires, dans les archives privées comme dans les archives gouvernementales. Il les met en perspective avec rigueur et avec chaleur.

La lucidité politique, à l'époque, est du côté du général Leclerc. Le 9 janvier 1947 encore, au moment où le conflit est déjà engagé, il notait, dans un rapport demeuré sans effet : « *L'anticommunisme sera un levier sans appui aussi longtemps que le problème national n'aura pas été résolu.* » Dans une note du 5 décembre, que les dirigeants politiques négligèrent, il avait dit : « *Le problème consistait à concilier au maximum les intérêts de la France et ceux du Vietnam. La*



Ho Chi Minh

chose était possible, grâce à l'existence du gouvernement Hô Chi Minh. Il semble malheureusement qu'une méthode essentiellement différente soit employée depuis quelques mois. On veut briser par la force la résistance vietnamienne, reprenant les méthodes datant de la conquête ; en outre, on ne croit pas à l'efficacité d'Hô Chi Minh et de son équipe. »

Le « on » comprend aussi le général de Gaulle qui a quitté le pouvoir le 20 janvier 1946, mais qui soutient en coulisses d'Argenlieu — sans se rendre compte qu'il ne connaît les données qu'au travers des informations tronquées et déformées que lui fournit l'amiral. Et c'est de Gaulle qui empêche Leclerc d'accepter une nouvelle mission au moment où il est peut-être encore possible d'arrêter la guerre.

Le 7 décembre — douze jours avant l'attaque sur Hanoi, —

Hô Chi Minh n'a-t-il pas donné une interview où il disait — hélas fort prophétiquement — : « *Cette guerre, si on nous l'impose, nous la ferons. Nous n'ignorons pas ce qui nous attend. La France dispose de terribles moyens. La lutte sera atroce. Mais j'espère, je souhaite de toutes mes forces que nous n'arriverons pas à cette solution. Vous n'ignorez pas ce que vous coûtera une guerre de reconquête. La vie de milliers de jeunes Français, si nécessaires à la reconstruction de leur pays, des milliards de francs engloutis alors que votre économie est malade ?* »

Il a raison d'ajouter que les hommes d'affaires français sont réalistes. En effet, la volonté de guerre provient non d'intérêts économiques mais de l'idée formulée antérieurement par de Gaulle : « *Nous rentrons en Indochine parce que nous sommes les plus forts.* » C'est au nom d'une France dominatrice et triomphante que des chefs comme l'amiral d'Argenlieu empêchent les messages de Hô Chi Minh de parvenir en temps voulu au gouvernement de Paris. Un gouvernement complice par son abstention, par son abdication, tant que son chef est, de juin à début décembre, Georges Bidault, pour lequel Tonnesson est, sans doute à juste titre, plus sévère que Devillers.

Vingt ans après, le 8 février 1966, quelques mois avant de condamner solennellement et unilatéralement les Etats-Unis dans son discours de Pnom Penh, le

général de Gaulle enverra un message à Hô Chi Minh. Il y dit : « *Une meilleure compréhension entre Vietnamiens et Français au lendemain de la guerre mondiale aurait prévenu les cruels événements qui déchirent votre pays.* » La litote est de taille, mais elle laisse tout de même entrevoir comme un regret.

Aujourd'hui, dirions-nous que le Vietnam que voulaient encourager Sainteny et Leclerc aurait peut-être abouti de toute façon au totalitarisme et aux « boat people », mais que la guerre voulue et provoquée par les représentants de la France devrait charger notre mémoire d'un sentiment de complicité de crime.

ALFRED GROSSER.

PARIS-SAIGON-HANOI. LES ARCHIVES DE LA GUERRE, 1944-1947, de Philippe Devillers, Archives, Gallimard, 397 p., 120 F.

(1) Histoire du Vietnam 1940-1952, le Seuil (1952).

(2) 1946 : Déclenchement de la guerre d'Indochine, de Stein Tonnesson, L'Harmattan (1987).